

Une demi-vie sous le néolibéralisme, ça suffit, dégagez !

Jean-Marie Harribey

20 avril 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/04/20/une-demi-vie-sous-le-neoliberalisme-ca-suffit-degagez>

Aujourd'hui, mon billet sera court, car j'ai failli m'étrangler en ouvrant *Le Monde* de ce 20 avril 2012 : « En Italie, la récession s'aggrave malgré la potion amère de Mario Monti », signé Philippe Ridet. *Malgré* ou *à cause de* ? « C'est la première fois que le président du Conseil, Mario Monti, se trouve confronté à des résultats défavorables » s'étonne le journaliste du *Monde*. Jusqu'où donc ira l'aveuglement des idéologues néolibéraux ? Jusqu'à la catastrophe finale, n'en doutons pas. Le quotidien puisant son inspiration sur les marchés financiers titre aussi ce jour : « Madrid impose aux régions une "saignée" risquée », signé Claire Gatinois et Sandrine Morel. *Saignée risquée* ou *mortelle* ? Molière avait déjà fourni la réponse.

La campagne présidentielle s'achève en France. L'économie a été discutée sur tous les tons, surtout celui de la doxa libérale. Sont apparus en première ligne les « chiens de garde » indécrottables ou repentis, car la relève est assurée. Exemple : François Lenglet, nouvelle coqueluche des médias avides de sensations économiques, a mené nombre d'interviews de candidats. Lors des deux premières émissions de « Des paroles et des actes » d'Antenne 2 recevant Jean-Luc Mélenchon puis François Hollande, François Lenglet a exhibé le graphique de l'INSEE (Rapport Cotis, 2009, « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/rapport_partage_VA.pdf) sur l'évolution depuis 1950 de la part salariale dans la valeur ajoutée brute des sociétés non financières en France. Et il a affirmé péremptoirement aux candidats que cette part n'avait pas baissé. Faux : elle a baissé fortement mais ne baisse plus depuis 1990, l'ère du néolibéralisme commençant.

Le déni de la catastrophe qui s'avance va donc de pair avec celui de la réalité. On n'en finirait pas de rappeler les erreurs, les mensonges et les hypocrisies de ces experts en vue et en cour, porte-parole de la vraie droite ou de la fausse gauche. Quand Arnault, Pinault, Bouygues, Lévy, Parisot, etc., clament leur attachement à leurs privilèges, on peut trouver cela compréhensible, sinon normal, puisqu'il y va de leur intérêt. Quand les membres les plus distingués d'une profession s'en font les mandataires volontairement ou non, on comprend moins, surtout quand ils sont, paraît-il, patentés de gauche.

Comment en effet comprendre un Patrick Artus qui a pu écrire un article sur « Karl Marx is back » (*Natixis-Flash*, 4 janvier 2002) et en même temps écrire qu'on « ne pouvait ignorer les règles "anglo-saxonnes" du capitalisme, de la comptabilité et de la gouvernance » (Cercle des économistes, *Politique économique de droite, politique économique de gauche*, Perrin, 2006, p. 27), trouver en plein éclatement de la crise (août 2007 sur France Culture) qu'on n'avait pas assez développé les prêts hypothécaires en France, ou suggérer que « les entreprises doivent pouvoir renégocier les accords sur les 35 heures et augmenter la durée du travail, avec ou sans compensation salariale selon le niveau de concurrence internationale auquel elles font face » (Cercle des économistes, *op. cit.*, p. 148-149, avec son collègue Lionel Fontagné) ?

Comment comprendre un Jean-Paul Fitoussi (ô Keynes, reviens !) m'expliquant dans l'émission « Ce soir ou jamais » (27 septembre 2007) que la Réserve fédérale faisait bien son travail alors qu'il était avéré que la politique de crédit avait été délirante, ou bien récusant la

RTT dont je soutenais l'importance (22 octobre 1999, jury d'agrégation de sciences économiques) ? Un Michel Aglietta longtemps partisan des fonds de pension, s'étonnant qu'on puisse expliquer que la finance ne produisait pas de richesses (22 octobre 1999, même jury d'agrégation de sciences économiques), et incitant les épargnants des pays riches à placer leur argent dans « les zones où la population active est en forte croissance » (*La Lettre du CPII*, n° 200, avril 2001, avec cinq autres collègues), entendez les pays pauvres ? Un Christian De Boissieu et un Hervé Lorenzi considérer « la légitimité de la LOLF pour baisser le niveau global de la dépense publique » (Cercle des économistes, *op. cit.*, p. 35) ? Un Olivier Pastré affirmant que « les stock-options sont fondamentalement de Gauche » (Cercle des économistes, *op. cit.*, p. 98, Gauche avec une majuscule s'il vous plaît) ? Un Christian Stoffaës traitant le refus de l'Europe libérale de « caricature » et assénant que « l'économie et la société sont écrasées par les prélèvements fiscaux et sociaux, les charges obligatoires, les réglementations multiples et tatillonnes » (Cercle des économistes, *op. cit.*, p. 232).

On reste pantois devant l'épistémologie de Jean Pisany-Ferry affirmant que « les économistes partagent peu ou prou la même boîte à outils » et que « leurs débats sont jalonnés de travaux qui, s'ils relèvent de telle ou telle orientation, sont *in fine* tous intégrés au corpus commun de référence » (Cercle des économistes, *op. cit.*, p. 44). On peut lui savoir gré d'avoir donné une définition claire et exacte de la pensée unique en économie, qui a prévalu depuis bientôt quarante ans à l'Université et dans les médias, pendant que le néolibéralisme qui a mené à la crise s'imposait. D'ailleurs l'épistémologie savante ci-dessus avait sa déclinaison politique : « Pour faire avancer la France dans l'Europe, quels que soient les choix politiques, un invariant stratégique émerge donc : continuer dans la logique du marché unique, préparer les personnes et les entreprises d'abord, examiner ensuite les distorsions éventuelles de concurrence, renforcer les acteurs et les territoires à un changement où ils seront *in fine* gagnants. » (Jean-Paul Betbèze, Cercle des économistes, *op. cit.*, p. 185). La Commission européenne était à bonne école : elle prône cette semaine la flexicurité et de faire fluctuer le salaire minimum pour lutter contre le chômage (*Le Monde*, 17 avril 2012). Les salariés seront... gagnants.

Cela ne console pas beaucoup d'avoir conservé ces livres et articles ineptes. Mais cela donne une raison de dire au gouvernement et à ses porte-parole économiques : « Quarante ans, c'est une demi-vie ; donc, quarante ans de néolibéralisme, ça suffit, dégagez ! » Vous verrez alors que les « nobelisables » nous donneront raison : « On arrive au bout. Maintenant on est au bord du gouffre ». C'est Patrick Artus qui le dit en proposant que la BCE rachète les emprunts d'État pour faire baisser les taux. Et c'est *Le Monde* (21 avril 2012) qui le cite : je vais devoir me réabonner...